

CONVENTION ANNUELLE D'OBJECTIFS
(SUBVENTION DE FONCTIONNEMENT)

ENTRE LA VILLE DE PARIS
&
SAMU-SOCIAL DE PARIS

Entre

La Ville de Paris, représentée par la Maire de Paris agissant en vertu d'une délibération du Conseil de Paris en date des

d'une part

partie dénommée ci-après "la Ville de Paris"

&

L'organisme, SAMU-SOCIAL DE PARIS, ayant son siège social 35, avenue Courteline 75012 PARIS, régi par l'arrêté préfectoral du 19/12/1994, représenté par Mme Vanessa BENOIT agissant en qualité de Directrice Générale, dûment mandatée aux fins des présentes,
N° SIRET 18750901300012

d'autre part

partie dénommée ci-après "l'organisme"

Il est convenu ce qui suit :

Préambule

Considérant que l'organisme SAMU-SOCIAL DE PARIS, créée en 1994, a pour objet d'aller à la rencontre des personnes qui, dans la rue, paraissent en détresse physique ou sociale et de répondre aux appels téléphoniques concernant les personnes sans-abri ;

Considérant le projet initié et conçu par l'organisme visant à proposer un parcours d'insertion aux personnes en situation de rue, ou ayant connu la rue, et en situation de grande précarité ;

Considérant le Pacte de lutte contre la Grande exclusion ;

Considérant que le projet ci-après présenté par l'organisme participe de cette politique et présente un intérêt local pour la Ville de Paris.

Titre 1 : Objet de la convention et engagements des parties

Article 1^{er} - Objet de la convention : « Dispositif Premières Heures » pour l'accompagnement par le travail des Parisiens en situation de grande exclusion.

Par la présente convention, l'organisme s'engage à son initiative et sous sa responsabilité à mettre en œuvre le projet défini en annexe 1 de la présente convention

La Ville de Paris contribue financièrement à ce projet d'intérêt général. Elle n'attend aucune contrepartie directe de cette subvention.

Article 2 – Engagement(s) de la Ville

La Ville s'engage à soutenir financièrement les actions définies à l'article 1, par le versement d'une subvention à l'organisme, conformément à la délibération N°2022 DAE 3.

Cette subvention n'est acquise que sous réserve du respect par l'organisme des obligations mentionnées dans la présente convention.

La subvention de fonctionnement accordée par la Ville de Paris représente 40,6 % du coût du projet de l'organisme, soit 94 000 €

Cette subvention se décompose ainsi :

- 90% au titre de soutien au financement des heures réalisées par les personnes en parcours Premières Heures ;
- 10% au titre de soutien aux charges liées à l'encadrement et à l'accompagnement.

Le financement public n'excède pas les coûts liés à la mise en œuvre du projet, estimés en annexe 2.

Lors de la mise en œuvre du projet, l'organisme peut procéder à une adaptation à la hausse ou à la baisse de son (ses) budget(s) prévisionnel(s) à la condition que cette adaptation n'affecte pas la réalisation du projet et qu'elle n'excède pas 20 % au regard du coût total du projet tel que mentionné à l'annexe 2.

L'organisme notifie ces modifications à la Ville de Paris par écrit dès qu'elle peut les évaluer et en tout état de cause avant le 1^{er} juillet de l'année en cours. Le versement du solde annuel ne pourra intervenir qu'après acceptation expresse par la Ville de Paris de ces modifications.

Si les dépenses venaient à être inférieures à cette base prévisionnelle, l'organisme sera tenu de reverser une partie de la subvention dont le montant sera calculé par application de la règle de proportionnalité. Si le solde de la subvention n'est pas encore versé, l'ajustement se fera sur celui-ci. Ce calcul sera réalisé au regard des factures que le bénéficiaire de la subvention devra transmettre.

Article 3 - Contributions non financières

Les contributions non financières octroyées, le cas échéant, à l'organisme par la Ville de Paris et qui font l'objet de conventions spécifiques, sont les suivantes :

Ces contributions doivent être valorisées dans les documents comptables de l'organisme.

Article 4 – Mention du soutien de la Ville de Paris

L'organisme s'engage à faire mention de la participation de la Ville de Paris sur tout support de communication et dans ses relations avec les tiers relatives aux activités définies par la convention, et ce conformément aux indications précisées dans les documents remis par la Ville. Cette dernière se réserve la possibilité de demander que soit modifiée toute publicité non conforme à ceux-ci.

Article 5 – Engagements de l'organisme

L'organisme s'engage à :

- accueillir en parcours d'insertion d'une durée de 12 mois au maximum, en continu ou en discontinu (en cas de maladie, d'hospitalisation, cure ou incarcération), dans le cadre de contrats de mise à disposition signés avec une Association Intermédiaire de son choix, un public parisien à la rue, ou ayant connu la rue, et en situation de grande précarité ;
- consulter le Bureau des Économies Solidaires et Circulaire (BESC) de la Direction de l'Attractivité et de l'Emploi pour accord préalable avant chaque entrée d'une personne dans le dispositif via une fiche de validation, permettant de définir pour chacun des intéressés qu'il est parisien et relève de la très grande exclusion ;
- consulter le BESC de La Direction de l'Attractivité et emploi pour toute prolongation de parcours
- proposer aux bénéficiaires une activité professionnelle encadrée selon un rythme progressif allant de 1 à 16 heures par semaine et leur faire réaliser 4800 heures de travail dans l'année de conventionnement ;
- assurer aux bénéficiaires leur encadrement par un professionnel dans le cadre des activités proposées et leur accompagnement social et professionnel par un professionnel justifiant d'une compétence *ad hoc* afin de permettre la levée des frein au retour à l'emploi ;
- participer aux réunions du réseau des acteurs parisiens du dispositif ;
- tenir régulièrement informée la Ville de Paris du déroulement du dispositif. Un comité de pilotage sera organisé au moins une fois par an afin que l'organisme présente un état d'avancement de son projet (bilan d'étape, difficultés et perspectives) et des visites sur site pourront également être organisées ;
- fournir les documents financiers et de bilan dans les délais fixés par la présente convention.

Après sollicitation écrite et validation par le BESC, le parcours d'un bénéficiaire pourra être exceptionnellement prolongé au-delà des 12 mois,

- si le parcours du bénéficiaire a connu des périodes d'hospitalisation/maladie, de cure ou d'incarcération,
- ou afin de permettre au bénéficiaire d'achever une formation initiée durant le parcours ou bien afin de faire la jonction entre le parcours DPH et une entrée en formation ou en emploi.

L'organisme demeure seule responsable de la conduite du projet et tout dépassement du coût du projet mentionné à l'article 1 ne saurait justifier un complément de subvention par la Ville de Paris.

L'organisme informe sans délai la Ville de Paris de toute nouvelle déclaration enregistrée au registre national des associations et fournit la copie de toute nouvelle domiciliation bancaire.

En cas d'inexécution, de modification substantielle ou de retard dans la mise en œuvre de la présente convention, l'organisme en informe la Ville de Paris sans délai par lettre recommandée avec avis de réception.

Article 6 – Interlocuteur de l'organisme

Au sein de la Ville de Paris, l'interlocuteur unique de l'organisme est :

*Direction de l'Attractivité et de l'Emploi
Bureau des Économies Solidaires et Circulaire
Pôle Insertion par l'Activité Économique
8, rue de Cîteaux
75012 Paris
dae-besc-iae@paris.fr*

Cet interlocuteur est le destinataire de l'ensemble des courriers et notifications de l'organisme.

Titre 2 : Durée, litiges et résiliation

Article 7 - Durée de la convention

La présente convention entre en vigueur à compter de sa notification par la Ville de Paris à l'organisme, après signature par la Ville de celle-ci et transmission au contrôle de légalité.

Sa durée est fixée à un an.

Article 8 - Condition d'utilisation de la subvention

L'utilisation de la subvention à des fins autres que celles définies par la présente convention entraîne la restitution de tout ou partie des sommes déjà versées.

Sauf mention explicite dans la délibération d'attribution de la subvention, le reversement de tout ou partie de la subvention à une association, organisme, société, toute personne privée ou œuvre, est interdit et entraîne la restitution de tout ou partie des sommes déjà versées.

Les éventuels produits financiers générés par le placement financier de tout ou partie de la subvention doivent être affectés à la réalisation des objectifs définis par la présente convention. L'organisme doit rendre compte des placements réalisés et de l'utilisation des produits financiers générés par la subvention conformément aux diverses obligations souscrites dans la présente convention. Le non-respect de ces obligations entraînera la restitution de tout ou partie des sommes déjà versées ainsi que des produits générés par ces sommes.

Dans l'hypothèse où le projet serait abandonné, le bénéficiaire doit en informer sans délai par écrit la Ville de Paris en envoyant son courrier à l'adresse figurant à l'article 6.

Article 9 - Avenant

La présente convention ne peut être modifiée que par voie d'avenant. Les avenants ultérieurs feront partie de la présente convention et seront soumis à l'ensemble des dispositions non contraires qui la régissent.

La demande de modification de la présente convention est réalisée pendant la durée de la convention et au plus tard deux mois avant la fin de la convention, en la forme d'une lettre recommandée avec avis de réception précisant l'objet de la modification, sa cause et toutes les conséquences qu'elle emporte. Dans un délai de deux mois suivant l'envoi de cette demande, l'autre partie peut y faire droit par lettre recommandée avec avis de réception.

Article 10 – Renouvellement

La conclusion éventuelle d'une nouvelle convention est subordonnée à la production des justificatifs mentionnés à l'article 19 et aux contrôles et évaluations prévus aux articles 20 et 21 des présentes.

Article 11 – Annexes

Les annexes 1, 2, 3 et 4 font partie intégrante de la présente convention.

Article 12 – Sanctions

En cas d'inexécution, de retard significatif ou de modification substantielle des conditions d'exécution de la convention par l'organisme sans l'accord écrit de la Ville de Paris, celui-ci peut ordonner le reversement de tout ou partie des sommes déjà versées au titre de la présente convention, la suspension de la subvention ou la diminution de son montant, après examen des justificatifs présentés par l'organisme et avoir entendu ses représentants.

Tout refus de communication ou toute communication tardive du compte rendu financier entraîne le reversement par l'organisme de l'intégralité des sommes déjà versées au titre de la présente convention. Tout refus de communication des comptes entraîne également le reversement par l'organisme de l'intégralité des sommes déjà versées au titre de la présente convention.

La Ville de Paris informe l'organisme de ces décisions par lettre recommandée avec avis de réception.

Article 13 - Résiliation

La présente convention sera résiliée de plein droit, sans préavis, ni indemnité, en cas de dissolution, de faillite, de liquidation judiciaire ou d'insolvabilité notoire de l'organisme.

En cas de non-respect par l'organisme de l'une de ses obligations résultant de la présente convention ou de ses avenants, celle-ci peut être résiliée par la Ville de Paris, sans préjudice de tous autres droits qu'elle pourrait faire valoir et notamment des sanctions qu'elle pourrait mettre en œuvre en application de l'article 12, à l'expiration d'un délai d'un mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec avis de réception valant mise en demeure de se conformer aux obligations contractuelles et restée infructueuse. La résiliation est prononcée par le Maire de Paris et notifiée à l'organisme par lettre recommandée avec avis de réception.

Article 14 - Règlement des litiges

Les litiges éventuels relatifs à l'interprétation ou à l'exécution de la présente convention qui n'auront pu recevoir de solution amiable seront portés devant le tribunal administratif de Paris.

Titre 3 : Modalités financières et obligations diverses

Article 15 - Modalités de versement de la subvention

La subvention est mandatée et créditée au compte de l'organisme selon les procédures comptables en vigueur.

Le relevé d'identité bancaire de l'organisme est joint en annexe des présentes.

En cas de changement d'identité bancaire, l'organisme envoie son nouveau relevé d'identité bancaire à la Ville de Paris par lettre simple ou par courrier électronique.

L'ordonnateur de la dépense est le Maire de Paris.

Le comptable assignataire est le Directeur Régional des Finances Publiques, 94 rue Réaumur, 75104 Paris.

Cette subvention sera versée selon l'échéancier suivant :

- ✓ Une avance de 65 800 € (correspondant à 70% de la subvention) versée à la signature de la convention ;
- ✓ Le solde après la transmission en comité de pilotage annuel d'un état prévisionnel des heures réalisées du 1^{er} janvier au 31 décembre 2022. Si le nombre d'heures prévisionnel est inférieur au nombre d'heures annuelles prévu à l'article 5, le solde sera calculé au prorata par la Ville.

Article 16 - Comptabilité

L'organisme adoptera un cadre budgétaire et comptable conforme au plan comptable général et tiendra une comptabilité rigoureuse (registres, livres, pièces justificatives).

Conformément à l'article L. 2313-1-1 du code général des collectivités territoriales, si l'organisme a perçu de la Ville de Paris une ou plusieurs subventions pour un montant total supérieur à 75 000 euros ou à 50% de son budget, elle transmettra aux représentants habilités de la Ville de Paris (*Direction de l'Attractivité et de l'Emploi*), dans le mois suivant leur approbation par l'assemblée générale et en tout état de cause six mois maximum après la clôture de l'exercice comptable, le bilan certifié conforme, le compte de résultat et les annexes, de l'exercice antérieur.

Conformément aux articles L. 612-4 et D. 612-5 du code de commerce, si l'organisme a perçu dans l'année, des autorités administratives au sens de l'article 1^{er} de la loi du 12 avril 2000 et de leurs établissements publics à caractère industriel et commercial (toutes subventions et toutes collectivités confondues) un montant égal ou supérieur à 153 000 euros, elle nommera un commissaire aux comptes agréé, ainsi qu'un suppléant. Dans ce cas, elle transmettra dans le même délai que précédemment le rapport du commissaire aux comptes joint aux documents certifiés.

Si l'organisme a perçu dans l'année moins de 153 000 euros de subventions publiques, il fera certifier conforme le bilan par son Président.

Le cas échéant, l'organisme communiquera à la Ville de Paris, dans les trois mois suivant la notification de la présente convention, le nom et les coordonnées du responsable chargé de certifier les comptes.

Article 17 - Obligations diverses de l'organisme

L'organisme respectera la législation fiscale et sociale propre à son activité. Elle fera son affaire de toutes taxes et redevances présentes ou futures constituant ses obligations fiscales, de telle sorte que la Ville de Paris ne puisse être recherchée ou mise en cause à ce sujet.

L'organisme certifie qu'à la date de la signature de la présente, le président et le trésorier dudit organisme n'ont pas fait l'objet d'une condamnation définitive pour détournement de fonds publics prévue à l'article 433-4 du code pénal, ni d'une condamnation définitive pour abus de confiance prévue à l'article 314-1 du code pénal.

L'organisme s'engage à porter à la connaissance de la Ville de Paris toute condamnation définitive pour de tels délits qui interviendrait en cours d'exécution de la présente convention.

L'organisme s'engage à informer la Ville sans délai en cas de scission ou de fusion avec un autre organisme.

L'organisme s'engage à se conformer aux réglementations en vigueur en matière d'urbanisme, de droit du travail, de sécurité et d'hygiène.

L'organisme s'engage à respecter la réglementation en vigueur applicable au traitement de données à caractère personnel et, en particulier, le règlement (UE) 2016/679 du Parlement Européen et du Conseil du 27 avril 2016 applicable depuis le 25 mai 2018 (« RGPD »).

Article 18 - Responsabilités – Assurances

L'organisme se conformera aux prescriptions réglementaires relatives à l'exercice de son objet social. Les activités de l'organisme sont placées sous sa responsabilité exclusive. Elle doit souscrire tout contrat d'assurance de façon à ce que la responsabilité de la Ville de Paris ne puisse être ni recherchée ni mise en cause. Elle doit être en mesure de justifier, à tout moment, à la Ville de Paris de la souscription de ces polices d'assurance et du paiement des primes correspondantes.

Article 19 - Justificatifs

L'organisme s'engage à fournir dans les six mois suivant la clôture de l'exercice au cours duquel la subvention a été versée les documents ci-après :

1. Le compte rendu financier conforme à l'arrêté du 11 octobre 2006 pris en application de l'article 10 de la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations (Cerfa n°15059) ;
2. Les états financiers ou, le cas échéant, les comptes annuels et le rapport du commissaire aux comptes prévus par l'article L. 612-4 du code de commerce, tels que rappelés à l'article 16 des présentes, ou la référence de leur publication au Journal officiel ;
3. Le rapport d'activité.

Titre 4 : Contrôles et évaluation

Article 20 - Contrôles de la Ville de Paris

En application de l'article L. 1611-4 du code général des collectivités territoriales, l'organisme peut être à tout moment contrôlé par la Ville de Paris. Il doit tenir à la disposition des représentants habilités de celle-ci, les documents comptables et de gestion relatifs aux activités et périodes couvertes par la convention. Le refus de leur communication entraîne la résiliation de la convention.

Dans ce cadre, l'organisme s'engage à faciliter, à tout moment, le contrôle par la Ville de Paris de la bonne exécution de la présente convention tant d'un point de vue qualitatif que quantitatif, de la réalisation des actions prévues et des objectifs, que de l'utilisation des aides attribuées, notamment par l'accès et/ou la communication de toute pièce justificative des dépenses et tout autre document de nature juridique, fiscale, comptable et de gestion dont la production serait jugée utile.

8

La Ville de Paris peut également procéder ou faire procéder par la personne de son choix aux vérifications qu'elle souhaiterait effectuer sur pièces et sur place.

La Ville de Paris contrôle annuellement et à l'issue de la convention que la contribution financière n'excède pas le coût de la mise en œuvre du ou des projets. Elle peut exiger le remboursement de la partie de la subvention supérieure aux coûts éligibles du ou des projets augmentés d'un excédent raisonnable prévu par l'article 2 ou la déduire du montant de la nouvelle subvention en cas de renouvellement.

Article 21 - Évaluation

L'organisme s'engage à fournir, au moins trois mois avant le terme de la convention, un bilan d'ensemble, qualitatif et quantitatif, de la mise en œuvre du ou des projets dans les conditions précisées en annexe 3 de la présente convention.

La Ville de Paris procède, conjointement avec l'organisme, à l'évaluation des conditions de réalisation du ou des projets auxquels elle a apporté son concours sur un plan quantitatif comme qualitatif.

L'évaluation porte notamment sur la conformité des résultats à l'objet mentionné à l'article 1^{er}, et sur l'impact du ou des projets au regard de l'intérêt public local.

Fait à Paris, le

Pour la Maire de Paris et par délégation
l'organisme

Le Président de

<p>ANNEXE 1</p> <hr style="width: 50%; margin: 10px auto;"/> <p>LE PROJET</p>

L'organisme s'engage à mettre en œuvre le projet visé à l'article 1^{er} de la présente convention :

Projet : Dispositif Premières Heures

Coût du projet	Subvention de la Ville de Paris	Somme des financements publics (affectés au projet)
231393 €	94000 €	185114 €

En septembre 2017, le SSP signe la première convention DPH avec le département de Paris. L'objectif est de proposer des activités professionnelles aux personnes en situation de grande exclusion, dans différents services du SSP (logistique, travaux, Pôle Hébergement et de Réservation Hôtelière).

En 2019 et 2020, le DPH recentre sur le bricolage et l'entretien des espaces verts des différents centres d'hébergement du SSP.

A travers l'activité économique, les personnes en situation de grande exclusion peuvent retrouver des repères dans le temps et l'espace. Les différents ateliers permettent aux personnes de se remobiliser sur leur projet de vie, d'être valorisées, de reprendre confiance en elles et de renouer avec les codes du monde du travail.

Les bénéficiaires du DPH sont principalement orientés par les travailleurs sociaux de l'ESI et des centres d'hébergement parisiens. L'objectif est de proposer une activité économique à des personnes en grande exclusion. Cette remise en activité permet de travailler l'acquisition des règles de sécurité, d'améliorer compréhension des consignes.

Le Dispositif premières heures du Samusocial de Paris propose une reprise progressive et adaptée du travail. L'activité au sein du DPH peut se dérouler sur une durée de 1 an, de manière continue ou discontinue. Les temps d'activités sont adaptés aux rythmes et aux capacités de chacun afin de les réhabituer à un contexte de travail avant de proposer une orientation vers un emploi plus pérenne ou une formation. Il s'agit avant tout de réapprendre le savoir être au travail (ponctualité, respect des consignes, travail en équipe, etc.)

Les activités se déroulent entre 9h et midi du lundi au vendredi. Les salariés peuvent cumuler entre 3 et 15 heures hebdomadaires selon leurs capacités physiques et leur profil.

Les salariés sont principalement mobilisés autour de trois activités dans le domaine des espaces verts et de ses aménagements.

ANNEXE 2

LE BUDGET DU PROJET

CHARGES	Montant 2022	Montant 2023	PRODUITS	Montant 2022	Montant 2023
60 - Achats <i>(détailler ci-dessous en spécifiant les lignes: prestations de services, achats de matières et fournitures...)</i>	3 000,00		70 - Vente <i>(détailler ci-dessous en spécifiant les lignes : vente de produits, de prestations...)</i>		
ACHAT DE FOURNITURES	1 500				
ACHAT PETIT MATERIEL	1 000				
VIE SOCIAL ET ETBS	5 00				
61 - Services extérieurs <i>(détailler ci-dessous en spécifiant les lignes: locations, entretiens et réparation, assurances...)</i>			74- Subventions d'exploitation	185 114,40	
			Subvention sollicitée auprès de la Ville de Paris	185 114,40	
			Autres financements publics <i>(détailler)</i>		
62 - Autres services extérieurs Département(s) : <i>(détailler : rémunérations intermédiaires et honoraires, publicité, publication, déplacements et missions...)</i>	162 349,00				
			Aides à l'emploi <i>(détailler)</i>		
OPTIME EMPLOI	161 449				
FORMATION	900				
63 - Impôts et taxes	2 604				
TAXES SUR SALAIRES ENCADRANT TECHNIQUE	2 349				
FORMATION AUTRE	255				
64- Charges de personnel <i>(détailler : Rémunération des personnels, Charges sociales...)</i>	48 440		Financements privés <i>(détailler)</i>		
ENCADRANT TECHNIQUE	34 000				
INDEMNITE STAGIAIRE	14 440				
65- Autres charges de gestion courante	15 000		75 - Autres produits de gestion courante <i>(détailler : cotisations, dons...)</i>	46 278,60	
Refacturation interne du site saint Michel	15 000		Dons mécènes SSP	46 278,60	
66- Charges financières					
67- Charges exceptionnelles			76 - Produits financiers		
68- Dotation aux amortissements			78 - Reprises sur amortissements et provisions		
TOTAL DES CHARGES	231 393,00		TOTAL DES PRODUITS	231 393,00	
	CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE				
Mise à disposition gratuite de biens			Bénévolat	1	
Prestations			Prestations en nature		
Personnel bénévole			Dons en Nature		
TOTAL	231 393		TOTAL	231 393	

La subvention demandée à la Ville de Paris représente 80 % du budget du projet soit 185 114,40 Euros. Le service Mécénat du Samusocial de Paris assurera la complétude du budget avec un apport de 46 278,60 Euros, soit 20% du budget.

<p>ANNEXE 3</p> <hr/> <p>COMPTE RENDU DES ACTIONS</p>

Conformément à l'article 21 de la convention, l'organisme doit fournir, au moins trois mois avant le terme de la convention, un bilan d'ensemble, qualitatif et quantitatif, des actions comprenant les éléments mentionnés ci-dessous. Sera joint un tableau, fourni par la DAE, indiquant la situation des personnes à l'entrée et à la sortie ou encore l'accompagnement réalisé.

DISPOSITIF PREMIERES HEURES

BILAN QUALITATIF ET QUANTITATIF À FOURNIR AU TERME DE LA CONVENTION

Nom de la Structure :

Convention n° du / /

Dossier à retourner à :

Mairie de Paris

**Service :
Bureau des Économies Solidaires et Circulaire**

Adresse : 8 rue de Cîteaux 75012

1-RENSEIGNEMENTS CONCERNANT LA STRUCTURE

Nom de la structure :

Forme juridique :

4- MOYENS FINANCIERS ET UTILISATION DE LA SUBVENTION

5- ACTIVITES REALISEES PAR LES SALARIES DU DPH

6- ORIGINE DES ORIENTATIONS / RECRUTEMENT

7- BILAN DES ACTIONS (formations, sorties en emploi, résolution des freins à l'emploi...) - REUSSITES ET DIFFICULTES RENCONTREES

8- PARTENARIATS

9- LES PERSPECTIVES D'EVOLUTION

10- BESOINS EN LOCAUX/ EN INVESTISSEMENT

ANNEXE 4**RIB****RELEVÉ D'IDENTITÉ BANCAIRE**

Titulaire
SAMU SOCIAL DE PARIS

Domiciliation
**SG PARIS BOURSE ENTR (00059)
134 RUE REAUMUR
75002 PARIS**

Référence bancaire

Code banque	Code guichet	N° compte	Cle RIB
30003	03020	00020761411	94

IBAN : FR76 3000 3030 2000 0207 6141 194
BIC-ADRESSE SWIFT : SOGEFRPP